

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre des Affaires municipales et des Régions et du ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes, de la Francophonie canadienne, de l'Accord sur le commerce intérieur, de la Réforme des institutions démocratiques et de l'Accès à l'information :

QUE la Corporation de développement économique de la région de Port-Cartier soit autorisée à conclure une entente avec le gouvernement du Canada relativement au versement d'une aide financière maximale de 66 291 \$ en vertu de l'Initiative de diversification économique des collectivités – Rapport Coulombe pour la réalisation d'une étude technico-économique sur l'implantation d'une pisciculture s'alimentant avec les rejets thermiques de l'usine de pâte et papier Khatadin à Port-Cartier, laquelle sera substantiellement conforme au texte du projet d'entente joint à la recommandation ministérielle.

Le greffier du Conseil exécutif,
GÉRARD BIBEAU

47886

Gouvernement du Québec

Décret 278-2007, 28 mars 2007

CONCERNANT une autorisation à la municipalité régionale de comté de Minganie de conclure une entente avec le gouvernement du Canada relativement au versement d'une aide financière dans le cadre du Programme Initiatives régionales stratégiques

ATTENDU QUE la municipalité régionale de comté de Minganie a l'intention de conclure une entente avec le gouvernement du Canada relativement au versement d'une aide financière maximale de 52 179 \$, dans le cadre du Programme Initiatives régionales stratégiques, afin de couvrir une partie des coûts reliés à l'embauche d'un coordonnateur pour développer une vision et réaliser une planification stratégique visant à diversifier et à dynamiser l'économie des huit collectivités de la Minganie;

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 3.11 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (L.R.Q., c. M-30), sauf dans la mesure expressément prévue par la loi, un organisme municipal ne peut, sans l'autorisation préalable du gouvernement, conclure une entente avec un autre gouvernement au Canada, l'un de ses ministères ou organismes gouvernementaux, ou avec un organisme public fédéral;

ATTENDU QUE la municipalité régionale de comté de Minganie est un organisme municipal au sens de l'article 3.6.2 de cette loi;

ATTENDU QU'il y a lieu de permettre à la municipalité régionale de comté de Minganie de conclure cette entente avec le gouvernement du Canada;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre des Affaires municipales et des Régions et du ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes, de la Francophonie canadienne, de l'Accord sur le commerce intérieur, de la Réforme des institutions démocratiques et de l'Accès à l'information :

QUE la municipalité régionale de comté de Minganie soit autorisée à conclure une entente avec le gouvernement du Canada relativement au versement d'une aide financière maximale de 52 179 \$, dans le cadre du Programme Initiatives régionales stratégiques, afin de couvrir une partie des coûts reliés à l'embauche d'un coordonnateur pour développer une vision et réaliser une planification stratégique visant à diversifier et à dynamiser l'économie des huit collectivités de la Minganie, laquelle sera substantiellement conforme au texte du projet d'entente joint à la recommandation ministérielle.

Le greffier du Conseil exécutif,
GÉRARD BIBEAU

47888

Gouvernement du Québec

Décret 279-2007, 28 mars 2007

CONCERNANT une autorisation à la municipalité régionale de comté de Minganie de conclure une entente avec le gouvernement du Canada relativement au versement d'une aide financière dans le cadre du Programme Initiatives régionales stratégiques

ATTENDU QUE la municipalité régionale de comté de Minganie a l'intention de conclure une entente avec le gouvernement du Canada relativement au versement d'une aide financière maximale de 80 330 \$, dans le cadre du Programme Initiatives régionales stratégiques, afin de couvrir une partie des coûts reliés à la réalisation d'une étude quant au potentiel de développement des rivières qui sillonnent son territoire;

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 3.11 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (L.R.Q., c. M-30), sauf dans la mesure expressément prévue par la loi, un organisme municipal ne peut, sans l'autorisation préalable du gouvernement, conclure une entente avec un autre gouvernement au Canada, l'un de ses ministères ou organismes gouvernementaux, ou avec un organisme public fédéral;

ATTENDU QUE la municipalité régionale de comté de Minganie est un organisme municipal au sens de l'article 3.6.2 de cette loi;

ATTENDU QU'il y a lieu de permettre à la municipalité régionale de comté de Minganie de conclure cette entente avec le gouvernement du Canada;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre des Affaires municipales et des Régions et du ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes, de la Francophonie canadienne, de l'Accord sur le commerce intérieur, de la Réforme des institutions démocratiques et de l'Accès à l'information :

QUE la municipalité régionale de comté de Minganie soit autorisée à conclure une entente avec le gouvernement du Canada relativement au versement d'une aide financière maximale de 80 330 \$, dans le cadre du Programme Initiatives régionales stratégiques, afin de couvrir une partie des coûts reliés à la réalisation d'une étude quant au potentiel de développement des rivières qui sillonnent son territoire, laquelle sera substantiellement conforme au texte du projet d'entente joint à la recommandation ministérielle.

Le greffier du Conseil exécutif,
GÉRARD BIBEAU

47887

Gouvernement du Québec

Décret 280-2007, 28 mars 2007

CONCERNANT une autorisation à la Municipalité de Petit-Saguenay de conclure avec le gouvernement du Canada une entente portant sur le transfert à la municipalité d'installations portuaires fédérales excédentaires

ATTENDU QUE le gouvernement du Canada est propriétaire d'installations portuaires excédentaires situées sur le territoire de la Municipalité de Petit-Saguenay;

ATTENDU QUE dans le cadre du Programme de dessaisissement des ports pour petits bateaux, le ministre des Pêches et des Océans désire transférer ces installations portuaires à certaines conditions à la Municipalité de Petit-Saguenay;

ATTENDU QUE le gouvernement du Canada et la municipalité ont négocié une entente constatée par une promesse d'achat assortie d'une subvention de 75 000 \$ pour la réalisation de travaux de réparations et d'améliorations à l'immeuble et d'un acte de concession à cet effet et veulent conclure cette entente;

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 3.11 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (L.R.Q., c. M-30), sauf dans la mesure expressément prévue par la loi, un organisme municipal ou un organisme scolaire ne peut, sans l'autorisation préalable du gouvernement, conclure une entente avec un autre gouvernement au Canada, l'un de ses ministères ou organismes gouvernementaux, ou avec un organisme public fédéral;

ATTENDU QUE la Municipalité de Petit-Saguenay est un organisme municipal au sens de l'article 3.6.2 de cette loi;

ATTENDU QU'il y a lieu de permettre à la Municipalité de Petit-Saguenay de conclure cette entente avec le gouvernement du Canada;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre des Affaires municipales et des Régions et du ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes, de la Francophonie canadienne, de l'Accord sur le commerce intérieur, de la Réforme des institutions démocratiques et de l'Accès à l'information :

QUE la Municipalité de Petit-Saguenay soit autorisée à conclure avec le gouvernement du Canada l'entente portant sur le transfert à la municipalité d'installations portuaires fédérales excédentaires et comportant trois documents, à savoir une promesse d'achat, une entente de subvention au montant de 75 000 \$ et un acte de concession, lesquels documents seront substantiellement conformes à ceux joints à la recommandation ministérielle.

Le greffier du Conseil exécutif,
GÉRARD BIBEAU

47889